

Description de poste

Agence Française de Développement

Directeur du Département Transition Politique et Civile

Le Groupe

Etablissement public au cœur du dispositif français de coopération, l'Agence Française de Développement (AFD) agit depuis plus de soixante-dix ans pour lutter contre la pauvreté et favoriser le développement dans les pays du Sud. Elle soutient également le dynamisme économique et social des Outre-mer. Au moyen de subventions, de prêts, de fonds de garantie ou de contrats de désendettement et de développement, elle finance des projets, des programmes et des études et accompagne ses partenaires du Sud dans le renforcement de leurs capacités.

L'AFD finance et accompagne des projets et programmes de développement qui soutiennent une croissance économique plus durable et partagée, améliorent les conditions de vie des plus pauvres, contribuent à la préservation de la planète et aident à stabiliser les pays fragiles ou en sortie de crise. Ses équipes, basées à Paris et Marseille et dans son réseau de soixante-douze agences et représentations dans les pays en développement et dans les Outre-mer français, lui permettent d'offrir à ses partenaires des financements, des instruments d'analyse et de couverture du risque et une ingénierie de formation et de renforcement des capacités. A travers sa filiale Proparco, l'AFD soutient aussi les investissements privés. L'AFD collabore également avec les réseaux académiques français et internationaux pour alimenter les débats et réflexions prospectives sur le développement. Elle assure la gestion du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), qui cofinance des projets conciliant environnement et développement.

Aujourd'hui, l'AFD se trouve dans une phase de croissance assez inédite avec une ambition d'engagements financiers annuels d'EUR 12 milliards qui va de pair avec de nombreux recrutements. L'AFD est rattachée au Quai d'Orsay et au Trésor et a pour défi d'augmenter le nombre de partenariats, d'améliorer l'agilité du groupe et de développer l'innovation au sein de ses structures. Rémy Rioux, qui a rejoint l'AFD en tant que Directeur Général il y a un an, a lancé un exercice de réorganisation afin d'être mieux équipé pour relever les nouvelles ambitions et les nouveaux défis. Cette réorganisation touche notamment la Direction des Opérations, qui est composé de 450 personnes. La Direction des Opérations est dirigée par Laurence Breton-Moyet et cinq actions majeures y ont été définies. Au sein de cette Direction des Opérations (DOE), un nouveau département est créé suite au transfert d'une compétence du Ministère des Affaires Etrangères (la gouvernance), le département transition politique et citoyenne (DTPC).

La fonction

Le DTPC aura comme objectif d'accompagner les bénéficiaires (états, collectivités, etc.) sur la gouvernance de leurs institutions afin de

- garantir les bons déploiements, utilisations et pilotage des financements octroyés
- prévenir le détournement, la corruption ou l'appropriation des fonds
- garantir le respect de droits fondamentaux

Il s'agit là d'une structure opérationnelle « au cœur du réacteur ».

Auparavant, les prêts étaient déjà dotés de certains critères en termes de bonne gouvernance. L'AFD souhaite par ce biais ici étendre son implication et s'engage à aider ses partenaires à la mise en œuvre d'une bonne gouvernance. Par ailleurs, l'AFD souhaite étendre son activité vers de nouveaux pays tels que les pays Balkans et les pays en post-crise. Ils disposent par le biais de ce nouveau département des instruments nécessaires à l'accompagnement dans leur transition démocratique.

L'AFD est aujourd'hui à la recherche d'un Directeur capable de mener ce département qui comptera 5 à 6 personnes, mais qui a vocation à s'étoffer (douzaine de personnes). Le Directeur reportera directement à Laurence Breton-Moyet et il/elle devra participer à l'installation de l'organisation. Le rôle est donc à la fois stratégique, opérationnel et managérial.

Le DTPC réunit les experts du siège de l'AFD compétents sur deux thématiques majeurs:

1. La thématique « gouvernance »

Cette thématique regroupe les sujets suivants :

- i. Gestion des finances publiques : fiscalité, douanes, passation des marchés, chaîne planification-programmation-budgétisation-suivi (PPBS), gestion fiduciaire, transparence et contrôle, statistiques.
- ii. Gouvernance économique : gestion macro-économique et pilotage de l'économie, planification et gestion des investissements publics, gestion des entreprises publiques, réglementation et efficacité du marché.
- iii. Réforme de l'Etat et renforcement institutionnel : décentralisation, gouvernance locale, foncier, réforme de l'administration et de la fonction publique, organisation des services publics, lutte contre la corruption.
- iv. Justice et Etat de droit : droits humains, réforme de la justice, processus démocratique et participation citoyenne.
- v. Les activités de gouvernance institutionnelle et citoyenne : réforme de l'Etat (modernisation de l'action publique, décentralisation) ;
- vi. La promotion de l'Etat de droit (accès à la justice et aux droits) ;
- vii. Le pluralisme et les conditions du débat citoyen (média, participation citoyenne) ;
- viii. La gestion des ressources publiques (finances publiques, gestion des actifs de l'Etat) ;
- ix. La régulation des acteurs économiques (gestion des contrats et législations attachées) ;
- x. Le climat des affaires (y.c droit des affaires) ;
- xi. La résilience des systèmes financiers.

Ce Département est chargé d'opérations, c'est-à-dire de politiques et programmes d'investissement publics et privés permettant d'accompagner le développement, d'institutions efficaces, transparentes et redevables, s'inscrivant dans des processus inclusifs et s'appuyant sur des capacités et des ressources robustes et pérennes.

Le Département est en charge de la coordination, au sein de la DOE, de l'animation de la réflexion stratégique et opérationnelle et de la production de connaissances en matière de gouvernance en lien avec la direction Etudes Recherche et Savoir (ERS). Dans ce cadre, les responsabilités qui incombent au département incluent

- La contribution au cadrage stratégique de l'intervention de l'AFD en matière de gouvernance, y compris au niveau sectoriel,
- La contribution à la réflexion stratégique de la France en matière de gouvernance – auprès du gouvernement français,
- La rédaction de notes synthétiques, supports de communication et stratégies internes et externes,

- La capitalisation des compétences et connaissances au sein du Département et auprès des autres services, et diffusion en interne et en externe.

Le département s'attache également à développer les réseaux et les partenariats internationaux (bailleurs, UN, ONG), dans le cadre des orientations françaises en matière d'appui à la gouvernance, en lien et en coordination avec la direction Stratégie Partenariat Communication (SPC).

2. Les thématiques de renforcement des capacités de contreparties

Cette thématique regroupe les sujets suivants :

- i. Accompagnement des opérations à la demande des départements « transitions » et géographiques ;
- ii. Appui à l'instruction de projets : participation aux comités, missions d'instruction, de suivi ou d'évaluation lorsque le renforcement des capacités est un enjeu majeur du concours ; analyse de la documentation des projets sur les aspects « soutien au Renforcement des Capacités » ; appuis et conseils sur des questions spécifiques sur le renforcement de capacités et l'assistance technique (appui à la définition des besoins, définition des prestations, mise en œuvre, suivi) ;
- iii. Appui à l'élaboration d'un cadre d'intervention stratégique, transversal, pays ou régional ;
- iv. Appui au dialogue local sur le renforcement de capacités et l'assistance technique, à la demande des agences et en lien avec les Départements géographiques ;
- v. Des actions de capitalisation, coordination, partenariats en lien avec les Directions IRS et SPC ;
- vi. Conception, diffusion (organisation de formations) et mise en œuvre des lignes directrices et des principes généraux d'intervention de l'AFD en matière de soutien au renforcement des capacités ;
- vii. Développement, en lien avec les équipes opérationnelles, de supports méthodologiques : modèles de termes de référence pour les analyses de besoin des partenaires en termes de renforcement de capacités ou pour les analyses institutionnelles, appui dans le choix des différents types d'expertise en fonction de l'analyse des besoins du partenaire et procédures spécifiques y afférentes ;
- viii. Appui aux équipes opérationnelles dans leurs relations aux opérateurs d'expertise et plus généralement suivi des relations institutionnelles avec ces fournisseurs d'expertise publics et privés ;
- ix. Suivi-évaluation en matière d'assistance technique et de soutien au renforcement de capacités (en lien SPC/PIL et IRS/EVA).

En plus des tâches génériques d'un directeur de Département, le(la) directeur(trice) DTPC

- s'assure de la prise en compte de l'objectif général d'impulsion des activités de gouvernance et de renforcement des capacités dans les projets et programmes, en veillant aux synergies avec les autres « transitions » structurant l'action du groupe AFD ;
- s'attache à animer la transversalité avec les autres départements de la DOE et au-delà avec IRS et SPC ;
- assure de tisser un réseau de liens et partenariats avec des acteurs nationaux et internationaux ;
- représente l'AFD dans les enceintes internationales, en tant que de besoin, dans les champs de compétence de DTPC.

Le profil du candidat recherché

L'AFD recherche un expert sur les sujets de gouvernance et de renforcement de capacités. De préférence quelqu'un qui a fait partie des acteurs de terrain, qui connaît notamment l'Afrique et qui a évolué dans les sphères publiques. En effet, il/elle doit présenter une forte implication personnelle et un parcours universitaire et professionnel significatif (au moins 15 ans) à des postes managériaux dans les activités gouvernance (sur tout ou partie des thèmes spécifiquement traités par le département) et renforcement des capacités. Idéalement le candidat aura participé à des restructurations de la gouvernance de gouvernements ou d'institutions similaires à celles que l'AFD soutient.

Par ailleurs, le candidat doit apporter des compétences organisationnelles dans des processus de réforme/ajustement pour la mise en place d'un nouveau département aux activités très transversales et son insertion dans une nouvelle organisation du groupe de l'AFD. Il/Elle doit aussi être forte d'une connaissance des acteurs / institutions de référence dans les domaines couverts par le département, et avoir les compétences relationnelles avérées vis-à-vis des parties prenantes de l'AFD (France et Etats Etrangers) ainsi que vis-à-vis des autres entités du groupe AFD. Le candidat doit savoir se montrer habile sur des sujets politiques et savoir faire preuve de diplomatie dans son interaction avec d'autres agences et institutions publiques françaises.

Conscient de son ADN, l'AFD souhaite attirer quelqu'un avec une ouverture d'esprit en termes de culture d'entreprise. Le candidat idéal doit présenter un style de management humain et participatif qui sache évoluer dans une organisation avec une culture de service public et de diplomatie française. Il/elle doit être un excellent communicant avec une culture de l'écrit et doit faire preuve de souplesse et d'humilité et être à l'écoute. La maîtrise du français et de l'anglais sont nécessaires et le poste requiert une disponibilité pour des déplacements dans toutes les géographies d'intervention de l'AFD, aux sièges des organisations internationales partenaires de l'AFD et dans les évènements internationaux.

Pour postuler:

Veillez envoyer votre curriculum vitae complet avec une lettre de candidature, en soulignant brièvement votre expérience et vos compétences en fonction des exigences du poste, à AFD@russellreynolds.com.

Veillez inclure le titre du poste et le numéro de référence 1705-004BL dans le sujet de votre e-mail. Veuillez également noter que la description pour ce poste est disponible en français uniquement. La maîtrise du français est une exigence pour ce poste.

Date de clôture : 15 juillet 2017

L'Agence Française de Développement a retenu Russell Reynolds Associates pour aider dans cette recherche.

Toutes les personnes dûment qualifiées, quel que soit leur sexe, leur orientation sexuelle et / ou leur identité sexuelle, y compris les personnes vivant avec le VIH, sont encouragées à postuler.

1705-004BL